

- de garantir que les prochaines élections législatives soient honnêtes, équitables et démocratiques; et
- d'autoriser la présence d'observateurs internationaux pendant les élections.

Concernant le Bhutan, l'Internationale Socialiste se préoccupe

- de l'absence de progrès dans le processus de démocratisation de Bhutan; et
- de l'expulsion d'un grand nombre de citoyens de son territoire et d'habitants légalement installés, qui a forcé des familles, particulièrement d'origine népalaise, à abandonner leurs maisons, leurs terres et leurs biens ancestraux et à souffrir l'indignité de vivre dans des conditions très difficiles comme réfugiés au Népal et dans certaines régions d'Inde.

L'Internationale Socialiste exhorte en conséquent

- Sa Majesté le Roi et le Gouvernement de Bhutan de considérer cette situation comme un problème humanitaire grave à propos duquel la communauté internationale s'inquiète légitimement; et
- de prendre des mesures adéquates pour permettre aux familles chassées de revenir chez elles.

Concernant la Birmanie, l'Internationale Socialiste

urge tous les partis membres de l'IS de reconnaître pleinement et de soutenir fermement le Comité Représentant le Parlement Populaire (CRRP), formé par la majorité absolue des parlementaires élus au cours d'élections libres et justes en 1990, dans lesquelles la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) dirigée par Daw Aung San Suu Kyi, lauréate du Prix Nobel, a remporté une victoire écrasante;

urge fortement la junte de passer le pouvoir au LND et à ses représentants élus par le peuple de Birmanie, qui ont la validité et la légitimité de gouverner le pays;

condamne fortement les violations généralisées et continuelles des droits de la personne humaine perpétrées par le gouvernement militaire, et soutient les résolutions prises par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU, qui inventoriaient une longue liste de telles violations commises par la junte au cours de l'année du 50e anniversaire de la Déclaration des Droits de l'Homme de l'ONU;

exige la cessation de ces violations, à commencer par la mise en liberté d'au moins 150 parlementaires détenus et de tous les autres prisonniers politiques;

exige qu'une fin soit mise à la guerre de génocide faite contre les peuples ethniquement non-birmans, tout spécialement dans les Etats Karen, Karenni, Shan et Chin;

fait appel aux pays membres de l'Association des Nations du Sud-est Asiatique (ANSEA) d'appliquer de fortes pressions sur la junte militaire pour qu'elle instaure un dialogue politique réel avec le LND et les nationalités ethniques non-birmanes afin de résoudre les conflits existant de longue date dans le pays et d'arriver à des solutions acceptables et paisibles à la souffrance du peuple birman;

réaffirme l'encouragement ferme et le soutien constant de l'Internationale Socialiste pour le mouvement démocratique birman en général, et à la LND et à Daw Aung San Suu Kyi en particulier.

Concernant l'Indonésie et Timor Oriental, l'Internationale Socialiste:

- *se félicite* de la poursuite de la transition démocratique en Indonésie, et notamment de l'élection de Abdurrahman Wahid et de Megawati Sukarnoputri aux plus hautes fonctions de l'Etat. Il souhaite que la nouvelle équipe gouvernementale puisse répondre aux aspirations de paix et de concorde des habitants de toutes les îles de l'archipel;
- *invite* instamment le nouveau gouvernement démocratique de l'Indonésie à poursuivre la transition vers l'indépendance du Timor Oriental;
- *constate* que le gouvernement a accepté le vote en faveur de l'indépendance exprimé par le peuple du Timor Oriental;
- *déplore* la perte de nombreuses vies humaines au Timor Oriental;
- *accueille* favorablement la déclaration explicite de la Mission d'Assistance des Nations Unies au Timor Oriental (UNAMET), indiquant que le soutien des milices par les militaires et la police indonésienne constituait une violation des accords signés par l'Indonésie en mai 1999;
- *remarque* que le TNI (Forces armées indonésiennes) s'est retiré du Timor Oriental, mais que quelques milices armées sont toujours sur place;
- *remarque* que de nombreux réfugiés n'ont toujours pas été retrouvés;
- *demande* que tous les moyens soient adoptés afin d'assurer le rapatriement immédiat et en toute sécurité de tous les réfugiés;

- *affirme* le droit absolu du peuple du Timor Oriental à la sûreté et à la sécurité;
- *lance un appel* à la communauté internationale pour qu'elle participe pleinement à la reconstruction du pays.

Concernant le Pakistan, l'Internationale Socialiste

note que depuis de longues années, la situation au Pakistan nourrit les inquiétudes de tous ceux qui sont attachés à la paix et à la stabilité en Asie, et qu'une fois de plus, s'ouvre pour ce pays une période d'incertitude;

lance un appel pour que la démocratie soit rétablie, le plus rapidement possible, et que des élections libres permettent à un gouvernement régulièrement élu de s'attaquer aux problèmes de fond de la société pakistanaise, et de jeter les bases de relations pacifiques avec tous les voisins du Pakistan.

Concernant l'Afghanistan, l'Internationale Socialiste,

Constate avec indignation

- a) que la guerre civile sanglante, dont les principales victimes sont les populations civiles, se poursuit en Afghanistan;
- b) qu'aux mépris des préoccupations de la communauté internationale;
 - la situation des droits de la personne humaine, particulièrement les droits des femmes, se détériore,
 - le massacre et la persécution des minorités ethniques et religieuses s'amplifient,
 - le déplacement forcé de la population civile, la séparation des hommes de leur famille, les incendies des cultures et la destruction de logements, dont la responsabilité incombe aux Taliban, se multiplient.
- c) que la poursuite de la guerre dans ce pays et ses corollaires le terrorisme, le fanatisme et la drogue, constitue une menace croissante pour la paix et la sécurité régionale et internationale;